



La prolongation du parc nucléaire est un atout pour le climat et pour le système électrique

Au regard de l'incomparable atout climatique et économique qu'elle constitue pour la France et de l'impératif de sûreté du système électrique que vient de rappeler France Stratégie, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle à la prolongation du parc nucléaire français. La position affichée par l'ASN, gendarme du nucléaire, qui envisage la poursuite du fonctionnement des réacteurs nucléaires de 900 MW, est de bon augure.



Alors que le secrétaire d'État aux affaires européennes vient de déclarer que *« on n'arrivera pas à la neutralité climatique si on n'a pas une énergie stable décarbonée qui est le nucléaire »* en demandant de *« ne pas stigmatiser le nucléaire »* dans la future taxonomie européenne, le président de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a déclaré en décembre dernier envisager *« la perspective d'une poursuite du fonctionnement »* des réacteurs nucléaires de 900 MW.

Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies qui vient de répondre à la

consultation publique de l'ASN, la perspective ouverte par cette dernière comme l'engagement du Gouvernement à défendre l'avenir du nucléaire vont clairement dans le bon sens. Dans un contexte d'emballement climatique qui inquiète les climatologues pour qui *« il faut arrêter cette machine infernale du réchauffement »*, l'Alliance CFE UNSA Énergies est en effet plus que jamais convaincue que la prolongation des réacteurs nucléaires existants doit être la priorité de toute politique énergétique qui marie exigence climatique, souveraineté, résilience face aux chocs énergétiques, impératif industriel et préservation des atouts économiques du pays.

Cette sécurisation du socle nucléaire français est d'autant plus nécessaire sur le long terme que le récent rapport conjoint NEA (Nuclear Energy Agency) - AIE affirme que la prolongation de l'exploitation des centrales nucléaires existantes est la source



la plus rentable d'électricité à faible teneur en carbone. La prolongation du parc nucléaire existant est donc bien l'outil central de l'ambition climatique de la France comme elle l'est pour celle du nouveau Président des États-Unis dont l'autorité de sûreté a déjà délivré pour des réacteurs de technologie similaire des autorisations d'extension jusqu'à 80 ans.

Au moment où le passage de l'hiver et l'avenir du mix électrique à horizon 2050 sont des sujets d'actualité, l'Alliance CFE UNSA Énergies note également que le dernier rapport de France Stratégie alerte les décideurs sur les conséquences sur les systèmes électriques européens du déclassement des moyens pilotables de production électrique dans de nombreux pays d'ici 2030, France et Allemagne en tête.

Au-delà de l'hérésie industrielle et climatique que représente la fermeture de Fessenheim, l'Alliance CFE UNSA Énergies voit donc dans l'exigence de sûreté du système électrique une raison supplémentaire de prolonger le parc nucléaire existant. Elle tiendra dès lors pour peu responsable toute décision de fermeture anticipée de réacteurs au regard des risques pesant sur la réalité du productible électrique issu des énergies renouvelables et des



impacts sur la consommation d'électricité, entre autres, du déploiement de la 5G, à en croire le dernier rapport du Haut Comité pour le Climat.

Enfin, l'Alliance CFE UNSA Énergies dénonce l'obstination antinucléaire de ceux qui sont en campagne idéologique contre cette prolongation et qui nient la dimension électrique et climatique du sujet. Pire, l'Alliance CFE UNSA Énergies s'interroge sur les raisons qui conduisent Greenpeace à faire preuve dans le même temps d'un activisme acharné contre le nucléaire français et d'un silence aussi surprenant qu'assourdissant en Chine où, comme le dit la directrice de Greenpeace International, « *notre approche diffère de celle d'autres pays* ».